

Magnette : « Nous allons vers le chaos »

- Le ministre-président wallon a « fait ses caisses », prêt à partir.
- Il qualifie de « délire politique » la situation dans laquelle se trouve le gouvernement wallon, mais jure qu'il ne bloquera pas l'exécutif.
- Sur le CDH : « Benoît Lutgen a tenté un coup de poker mal préparé. »

Elysette, jeudi après-midi. Paul Magnette (PS) vient de présider un gouvernement wallon expéditif. Le ministre-président wallon dénonce l'attitude du partenaire CDH. Les caisses s'entassent dans un coin de son bureau. La grande étagère qui lui servait de décor est vide. S'il le faut, le moment venu, il s'effacera. Mais quand ? Et au profit de qui ?

Avec le blocage sur la télé-redevance, a-t-on atteint un point de non-retour ?

Le CDH a bloqué 30 points sur la centaine de l'ordre du jour. Bloquer, pas reporter. J'ai demandé à Maxime Prévot et à ses collègues CDH de motiver ces décisions. Je n'ai pas eu de réponse. On a reporté deux subsides à des entreprises, des aides à l'investissement qui permettent de créer de l'emploi. C'est du jamais vu dans l'histoire de la Wallonie. On est dans une forme de paralysie volontaire.

Comment qualifiez-vous une telle attitude ?

Irresponsable ! Jusqu'ici, on gérait, le gouvernement se réunissait normalement, on inscrivait à l'ordre du jour tous les points qui sont prêts. C'était normal : le gouvernement n'est pas tombé. Mais la politique de la terre brûlée adoptée par le CDH aura forcément des conséquences pour les citoyens.

N'avez-vous pas fait un peu de provocation en mettant la fin de la télé-redevance à l'ordre du jour ?

Mais c'était annoncé ! L'accord s'est fait en trois temps. D'abord à la formation des gouvernements, quand le CDH a voulu multiplier le nombre de ministres. On leur a dit que ce n'était pas très correct et on a renégocié un paquet d'engagements politiques, dont la suppression de cette redevance que j'ai demandé. Ils ont donné leur accord. Le 8 juin ensuite : nous avons eu une réunion en présence de Benoît Lutgen et d'Élio Di Ruvo pour régler le premier volet de

la réforme fiscale, dont la télé-redevance. On avait un accord dans les moindres détails.

Selon le CDH, le financement de la mesure n'était pas assuré. Votre partenaire craignait notamment une hausse des additionnels sur l'IPP...

Il n'a jamais été question d'une augmentation de l'IPP. Je demande au CDH de produire un seul document dans lequel nous aurions dit cela, au-delà des réflexions personnelles de Christophe Lacroix, le ministre wallon des Finances, qui a encore le droit de faire des propositions. Mais cela n'a jamais été sur la table. La seule taxe nouvelle qui a été discutée, c'est l'assurance autonomie, qui vient du CDH...

Mais alors, pourquoi ce couac ?

Jeudi dernier, j'ai dit à Maxime Prévot que le dossier de la télé-redevance était prêt. Les textes avaient été approuvés en inter-cabinets. Je lui ai annoncé que j'allais le mettre à l'ordre du jour. Il m'a répondu que c'était logique. Entre-temps, je l'avais pressenti, le MR s'est énervé et le CDH a cédé aux pressions.

Le PS va-t-il bloquer le dossier des allocations familiales porté par Maxime Prévot ?

Nous ne sommes pas dans une attitude de blocage. Mais, selon

moi, ce dossier n'est pas prêt. Si on me prouve le contraire, je le prendrai à l'ordre du jour. Dans cet océan d'incertitude, je veux conserver le maximum de sérénité, défendre les intérêts de la Wallonie. Nous avons abouti à un accord. Je ne vais pas revenir sur notre parole.

A l'inverse du CDH ?

Je constate que le CDH n'a plus aucune parole, depuis la trahison de Lutgen jusqu'aux dossiers soumis au gouvernement. Sur les 30 points refusés, essayez de comprendre la logique ! Mais nous n'allons pas livrer une sale guerre. J'ai le sens de la Région et

des responsabilités publiques. Donc les dossiers qui sont prêts et qui ont fait l'objet d'un accord seront approuvés.

Quel regard portez-vous sur l'attitude de Benoît Lutgen, deux semaines plus tard ?

On sait qu'il est très angoissé par la perspective que son parti passe sous le seuil des 10 % en Wallonie et sous le seuil d'éligibilité de 5 % à Bruxelles. S'il disparaît à Bruxelles, son sort en Wallonie deviendra très compliqué. Il y a donc une angoisse existentielle. Il a tenté un coup de poker, manifestement mal préparé voire pas préparé du tout. Cela continue à me stupéfier qu'on puisse avoir un tel manque élémentaire de responsabilité politique. C'est un gâchis colossal !

Pourquoi ?

On travaille depuis trois ans. La législation était compliquée avec la sixième réforme de l'Etat qui a nécessité des milliers d'heures de travail. Avec une situation budgétaire difficile, nous avons réussi à éviter l'austérité. Le plan Marshall fonctionne bien, les entrepreneurs le disent. Nous avons établi un bon dialogue social. Il n'y a pas eu un seul jour de grève contre le gouvernement depuis le début de la législature. Les partenaires sociaux saluent ce progrès.

Et l'ambiance en interne ? Le CDH évoque des conflits permanents avec le PS...

C'est totalement faux ! Il y a eu des divergences. Mais on a abouti, par exemple sur la réforme fiscale. Nous étions d'accord d'avancer par morceaux : un volet immobilier, un volet sur les véhicules et, plus tard, un volet économique. Le samedi 17 juin, deux jours avant l'annonce de

Lutgen, j'ai passé une heure au téléphone avec Maxime Prévot pour parler des dossiers que nous allions faire passer. J'ai eu pour objectif de prévenir les conflits pour ne pas revivre les péripéties

du passé. J'ai consacré énormément de temps en relations bilatérales pour construire un climat de confiance, voire d'amitié. On a trouvé des compromis sur des dossiers compliqués, par exemple les allocations familiales. Par contre, de gros dossiers CDH ne sont nulle part : les maisons de repos, le financement des hôpitaux...

Comment voyez-vous l'avenir ?

Je crois que nous allons vers le chaos. Ils peuvent peut-être arriver à mettre en place une majorité d'un siège avec le MR au parlement wallon sans changer le gouvernement à Bruxelles et avec une Fédération où, dans une même formation politique, il y aura des parlementaires dans la majorité d'un côté, dans l'opposition de l'autre. C'est du délire politique !

Si on demande au PS de rester quelque part, en Wallonie ou à Bruxelles, il reste ?

Nous avons le sens des responsabilités, mais on ne s'accroche pas au pouvoir. Nous pouvons mener

une opposition digne, responsable et constructive. Mais si on vient nous rechercher en disant qu'on a besoin de nous, nous ne dirons pas non parce que nous sommes des gens responsables.

Le CDH sortira-t-il gagnant de cet épisode ?

Je ne connais pas d'exemple d'un parti qui a gagné les élections après avoir fait tomber un gouvernement. Les citoyens sanctionnent en général ceux qui ont créé le chaos. Personne ne croit que le CDH est le maître de la gouvernance, cela me fait hurler de rire. Et j'attends par exemple le prochain débat au parlement wallon sur le Ceta avec une majorité MR-CDH... ■

Propos recueillis par
ERIC DEFFET
ET BERNARD DEMONTY

ANALYSE

La tentation de Venise

D'un côté, il y a le ministre-président wallon, le Paul Magnette du Ceta. Affirmé, volontaire, éloquent. « Dans cet océan d'incertitude, je veux conserver le maximum de sérénité, défendre les intérêts de la Wallonie. » Ou encore : « Nous n'allons pas livrer une sale guerre. J'ai le sens de la Région et des responsabilités pu-

bliques. » Une posture conforme à celle des autres ténors du parti, dont le président Di Rupo, qui opposent, face à la crise, le sens des responsabilités, et une « sérénité » largement feinte et quelque peu déplacée quand on sait à quel point les affaires ont pris la couleur rouge. Et puis il y a le Paul Magnette, non plus le ministre-président, mais l'homme. Qui en vient carrément à se demander s'il a encore envie de faire de la politique, « si c'est de la politique avec des affaires, avec du

conservatisme, avec des trahisons, des mensonges, des coups bas ». Qui soutient son président de parti, mais pas de manière totalement convaincue. Mais qui n'entend pas, manifestement, prendre la tête d'une fronde contre Elio Di Rupo. « Ce sont les militants qui décident », dans un parti où les militants ne décident pourtant pas de tout. Un homme déçu, aussi, par les affaires qu'il n'avait pas vu venir et qui, tout en ne l'éclaboussant pas, ont ruiné

« son » opération Ceta. Et l'on se demande qui, de l'homme de pouvoir ou de l'homme déçu prendra le dessus. Il a beau évoquer la tentation de Venise, cette idée que bien d'autres choses que la politique méritent d'être vécues, Paul Magnette reste un passionné de politique et de pouvoir, au service d'une réflexion charpentée. Et on se dit que la tentation de Venise n'a pas l'intensité de celle de Namur, Bruxelles ou Charleroi.

E.D ET B.DY

Parti socialiste « Je ne suis pas un putschiste »

Après les événements de ces dernières semaines, Elio Di Rupo doit-il partir ? Même les socialistes flamands le demandent. Ce n'est ni au S.P.A., ni aux journalistes, ni à moi de dire qu'Elio Di Rupo doit partir. Le seul que ça concerne, c'est lui, et éventuellement les militants. Je ne suis pas un putschiste ! Je ne vais pas ajouter des complications à la situation. Oui, on a des torts. Oui, on aurait pu réagir autrement dans certaines situations. On a réagi vite sur Publifin, des décisions ont été prises, des textes ont été écrits et approuvés au parlement. Mais cela a donné de nous une image désastreuse. Et le Samusocial a été le coup de grâce parce qu'on touche au cœur du cœur du message socialiste.

Votre soutien à Di Rupo est-il aussi franc et massif qu'avant. Vous dites, les militants doivent se prononcer. Et vous ? N'allez pas chercher trop loin. C'est moins une question de personne qu'une question de contenu. Je ne vais pas défendre Elio Di Rupo dans toutes les circonstances, mais je ne vais pas dire non plus qu'il est le problème. Je

n'ai jamais dit qu'il était le problème. Je pense, au contraire, qu'il a tous les atouts mais, évidemment, il faut que derrière il y ait un contenu. Donc il faut qu'on se réforme en profondeur. Quand Laurette Onkelinx dit que le test ce sera le chantier des idées, je pense que c'est un peu ce que tout le monde pense. Le congrès de rentrée doit être réussi, il doit faire en sorte que le PS retrouve ses couleurs, reconstruise des alliances dans la société, retrouve sa vigueur, et c'est ça

qui est fondamental.

On peut aller aux communales avec le même attelage ?

Je le répète, je ne suis pas un putschiste.

Il n'y a pas de division du parti ?

Sur le plan idéologique, je pense qu'il n'y a aucun risque. Je n'ai encore entendu personne dire qu'il faut que l'on devienne des sociaux-libéraux. Je n'ai entendu personne non plus qui disait qu'il faut qu'on suive le PTB. Nous ne sommes ni PTB ni blairistes. Nous avons une ligne réformiste traditionnelle et autour de cela, que ce soit Rudy Demotte, Jean-Claude Marcourt, Elio Di Rupo, Laurette Onkelinx ou moi, il y a un socle de convictions qui est très fort. Nous ne sommes pas non plus des cliques, avec des personnalités, où chacun crée son club à l'intérieur du parti.

On entend dire que Paul Magnette pourrait créer un mouvement. « Magnette En Marche ! » ?

Mais je suis en marche ! Je n'ai pas besoin de créer un mouvement... Je vis les choses très sereinement. Dès le premier jour où je suis devenu ministre, je me suis dit que cela pouvait s'arrêter du jour au lendemain. Je suis toujours en congé politique à l'ULB. Il me reste deux ans pour décider d'y retourner éventuellement.

Ah bon ? Vous envisagez de quitter la politique ?

Il y a des moments où il faut y réfléchir. Parce que faire de la politique d'accord, mais pour faire quoi ? Si c'est de la politique avec des affaires, avec du conserva-

tisme, avec des trahisons, des mensonges, des coups bas... franchement, oui, à un moment il y a

une espèce de ras-le-bol. Et puis écrire des livres, c'est faire de la politique, donner des conférences, c'est faire de la politique, animer des ateliers de réflexion, c'est faire de la politique. Mais c'est important toujours de garder la tentation de Venise, l'idée que l'on pourrait faire autre chose. Sinon on s'accroche au pouvoir et on ne sait même plus pourquoi on agit.

Mais vous parlez de l'ULB. Vous en avez envie ?

A certaines périodes de sa vie, Jaurès a été battu aux élections, est retourné enseigner à l'université, a publié des livres et des articles et puis est revenu. Mes modèles en politique sont souvent des gens qui ont pris du recul à un certain moment.

La politique aussi a changé ?

La trahison malheureusement fait partie intégrante de la politique depuis Brutus, Machiavel, Shakespeare : il y a une longue tradition macbethienne. Mais on n'a pas ici, dans le cas qui nous occupe, un niveau qui relève des beaux-arts. On atteint des niveaux d'absurdité complète. Et

des niveaux de trahison que je n'ai jamais vus. Parce que oui, j'avais construit une relation de confiance tant avec Benoît Lutgen qu'avec Maxime Prévot. Mais comment va-t-il être possible de gouverner avec des personnes qui se sont comportées comme cela ? Même au MR, ils ont des doutes.

Bourgmestre-député, vous allez

devoir faire un choix.

Bien sûr que je vais devoir faire un choix.

Vous pourriez siéger dans l'anonymat d'un groupe PS au parlement wallon ?

Je ne fais pas un choix définitif aujourd'hui. Cela a pleinement du sens évidemment de redevenir bourgmestre de Charleroi et de terminer le travail que j'ai commencé, mais dans une configuration de centre-droit, qui défait tout ce que l'on a fait, cela peut aussi avoir du sens de porter l'opposition au parlement wallon. Mais sans amertume : je ne vais pas être l'ancien qui a la rancune de ne plus y être. ■

Propos recueillis par
E.D. ET B.DY

« Je vis les choses très sereinement. Dès le premier jour où je suis devenu ministre, je me suis dit que cela pouvait s'arrêter du jour au lendemain »